

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/10350]

3 AVRIL 2020. — Arrêté ministériel fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de Foin. — Spécialité traditionnelle garantie »

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Règlement (UE) 2017/625 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels);

Vu le Règlement d'exécution (UE) 2016/304 de la Commission du 2 mars 2016 enregistrant une dénomination dans le registre des spécialités traditionnelles garanties [Heumilch/ Haymilk/Latte fieno/Lait de foin/Leche de heno (STG)];

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.172, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales, l'article 8, § 3, 4°, a), ii), l'article 75, § 1^{er} et l'article 77, § 5, alinéa 2;

Considérant l'approbation du plan minimum de contrôle pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie » par l'a.s.b.l. ProLaFoW le 11 novembre 2018;

Considérant la demande d'agrément en qualité d'organisme certificateur introduite par l'a.s.b.l. Comité du Lait auprès du Service public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Direction de la Qualité et du Bien-être animal (DQBEA) le 31 juillet 2019;

Considérant l'audit de deuxième surveillance avec extension portant sur l'accréditation du Comité du Lait (BELAC) n° 262-PROD, l'audit technique portant sur l'extension « Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie » mené conjointement par BELAC et la DQBEA le 16 septembre 2019;

Considérant l'acceptation par le Comité du Lait du tarif de certification proposé par l'a.s.b.l. ProLaFow et la DQBEA le 14 octobre 2019;

Considérant le rapport de BELAC du 19 octobre 2019 actant l'extension du domaine d'accréditation selon la norme ISO17065 du Comité du Lait au cahier des charges « Lait de Foin STG »;

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan minimum de contrôle à appliquer en Wallonie pour la certification du lait produit selon le cahier des charges « Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie » figurant à l'annexe du Règlement d'exécution (UE) 2016/304 de la Commission du 2 mars 2016 enregistrant une dénomination dans le registre des spécialités traditionnelles garanties [Heumilch/ Haymilk/Latte fieno/Lait de foin/Leche de heno (STG)] figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

Le plan minimum de contrôle mentionné à l'alinéa 1^{er} peut être consulté sur le portail de l'agriculture wallonne à l'adresse suivante : <https://agriculture.wallonie.be/aop-igp-stg>.

Art. 2. § 1^{er}. L'a.s.b.l. Comité du Lait a.s.b.l. sise Route de Herve 104 à 4651 Battice est agréée en tant qu'organisme certificateur chargé du contrôle de la bonne application du cahier des charges mentionné à l'article 1^{er} et de la certification de la conformité du lait qui en résulte.

§ 2. La redevance maximale due par les producteurs à l'organisme certificateur par cycle de certification de trois ans s'élève à :

1° si l'audit trisannuel est couplé à un audit effectué dans le cadre de la certification du lait selon le cahier des charges « Qualité Filière Lait (QFL) » : 932,62 euros;

2° si l'audit trisannuel n'est pas couplé à un audit effectué dans le cadre de la certification du lait selon le cahier des charges « QFL » : 872,12 euros.

Au-delà de trois producteurs certifiés par l'organisme certificateur, les montants des redevances mentionnés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, subissent une dégressivité, par producteur supplémentaire et jusque trente producteurs, selon le tableau figurant à l'annexe 2.

Les montants des redevances mentionnés au paragraphe 2, alinéa 1^{er} et alinéa 2, sont adaptés chaque année au 31 janvier pour tenir compte de l'évolution de l'indice santé (année de base 2013 = 100). Le nouvel indice pris en compte au 31 janvier est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année civile écoulée. L'indice de référence, déterminé selon ce mode de calcul, à prendre en considération à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est l'indice de l'année 2019 (108,92).

Namur, le 3 avril 2020.

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 3 avril 2020 fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie »

Plan minimum de contrôle pour la certification d'un lait produit en application du cahier des charges "Lait de Foin STG"

Partie 1 (/2) : points et critères contrôlés, types et fréquences minimales de contrôles, modes d'inspection

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle ⁽³⁾	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
1. Etendue de l'application du cahier des charges	Application à toute l'exploitation		Inspection initiale	1 / opérateur à l'inscription	Terrain
	Si application limitée à une ou plusieurs unité(s) ⁽²⁾ de l'exploitation : unités clairement identifiées et distinctes	Les unités d'exploitation doivent être séparées dans l'espace de manière compréhensible pour l'organisme d'inspection			
2. a) Animaux / alimentation ⁽¹⁾ - Organismes génétiquement modifiés (OGM)	Si application limitée à une ou plusieurs unité(s) ⁽²⁾ de l'exploitation : animaux séparés et comptabilisés de manière appropriée	Les mouvements d'animaux entre les unités de l'exploitation doivent être documentés de manière compréhensible pour l'organisme d'inspection. Seuls les animaux en lactation dont le lait est destiné à la commercialisation sont concernés	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Terrain + documentaire
	Pas d'utilisation d'animaux génétiquement modifiés ou d'aliments qui nécessitent d'être étiquetés comme contenant des OGM conformément à la législation en vigueur	Pour les aliments : production de lait certifiée « bio » ou fournisseur d'aliments certifié "non OGM" par l'organisme VLOG (Verband Lebensmittel ohne Gentechnik e.V.) ou équivalent			
			Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Documentaire

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle ⁽³⁾	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
2. b) Alimentation ⁽¹⁾	Ration annuelle : utilisation essentiellement d'herbe fraîche et / ou de légumineuses en période de fourrage vert, utilisation de foin en période de fourrage d'hiver ; part de fourrage grossier dans la ration annuelle : minimum 75 % en poids exprimés en matière sèche (MS)	En période de fourrage vert : affouragement en vert (herbe fraîche et / ou légumineuses) à volonté ou accès au pâturage illimité. Calcul des 75 % sur un an : kg de MS théoriques d'aliments non fourragers (aliments du point 2. c.) / kg de matière sèche théoriques de fourrages grossiers (aliments du point 2. b))	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Documentaire
	Pas d'utilisation d'ensilages (aliments fermentés), de foins humides ou fermentés ni de tout type de balles enrubannées				
	Pas d'utilisation de co-produits de brasserie, de distillerie ou de cidrerie, de co-produits de l'industrie agroalimentaire tels que drèches de brasserie ou pulpes humides	Exceptions : pulpes déshydratées et mélasse issues de l'industrie sucrière et aliments protéinés issus des industries de transformation des céréales			
	Pas d'utilisation d'aliments humides				
	Pas d'utilisation d'aliments d'origine animale (lait, lactosérum, farines animales, etc.)				
	Pas d'utilisation de déchets de jardin et de fruits, de pommes de terre et d'urée				
Utilisation exclusive des compléments de fourrage grossiers suivants : colza, maïs et seigle fourragers, betterave fourragère, pellets de foin, de luzerne et de maïs et autres aliments similaires					Terrain + documentaire

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle ⁽³⁾	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
2. c) Alimentation ⁽¹⁾	Utilisation exclusive des céréales suivantes : blé, orge, avoine, triticale, seigle et maïs, sous leur forme commerciale habituelle ou mélangées avec des minéraux (son, pellets, etc.)		Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Terrain + documentaire
	Utilisation exclusive des aliments, autres que ceux-ci-dessus, suivants : féverolles, pois fourragers, lupins, fruits oléagineux, y compris leurs farines grossières ou tourteaux d'extraction		Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Documentaire
3. Fertilisation des terres	Pas d'épandage de boues d'épuration, de produits dérivés et de compost issus d'installations publiques de traitement des eaux	Applicable à l'ensemble des terres de l'exploitation. Exception : compost vert et digestats de biométhanisation issus d'un mode de production biologique ou certifié (attestation de conformité à la base légale : liste des intrants ou permis d'environnement montrant l'absence de déchets repris sous le code wallon des déchets 19 08 05 (boues provenant du traitement des eaux usées urbaines))	Inspection de suivi	1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	
	Intervalle minimal de 3 semaines entre l'épandage d'effluents d'élevage et l'utilisation des fourrages obtenus				

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle ⁽³⁾	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
4. Traitements phytosanitaires des parcelles	Mise en œuvre des principes de la production intégrée : respect du cahier des charges "lutte intégrée" (Integrated Pest Management (IPM) ⁽⁵⁾)	Base légale ⁽⁵⁾ . Contrôle : soit par un organisme certificateur indépendant (OCI) agréé pour le cahier des charges "Lait de Foin", soit par un OCI certifiant le respect du cahier des charges « IPM »	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Documentaire
5. Traitements zoosanitaires	Utilisation de substances en pulvérisation pour la lutte contre les mouches uniquement en l'absence du bétail laitier femelle		Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Documentaire
6. Livraison	Pas avant le 10 ^{ème} jour qui suit le vêlage	Suivi des vaches après vêlage	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an ⁽⁴⁾	Documentaire
	Pas avant 14 jours pour toute vache ayant reçu des aliments d'ensilage (aliments fermentés)	Suivi des vaches achetées			

⁽¹⁾Ne s'applique qu'aux vaches en lactation

⁽²⁾Une unité = une étable

⁽⁴⁾Couplage autant que possible avec l'audit réalisé dans le cadre de la certification « QFL » (référentiel Qualité Filière Lait)

⁽⁵⁾Références :

- arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures ;
- arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures

⁽³⁾Un seul type d'opérateur contrôlé : l'éleveur laitier

Plan minimum de contrôle pour la certification d'un lait produit en application du cahier des charges "Lait de Foin STG"
Partie 2 (2) : types de non conformités, sanctions, délais de mise en conformité

Point contrôlé	Critère contrôlé	Type de NC	Sanction	Application
1. Etendue de l'application du cahier des charges	Application à toute l'exploitation	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 1.) : 30 jours d'interdiction, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 ^{ème} récidive : exclusion du système.	Immédiate
	Si application limitée à une ou plusieurs unités(s) ⁽²⁾ de l'exploitation : unités clairement identifiées et distinctes			
2. a) Animaux / alimentation ⁽¹⁾ - Organismes génétiquement modifiés (OGM)	Si application limitée à une ou plusieurs unités(s) ⁽²⁾ de l'exploitation : animaux séparés et comptabilisés de manière appropriée	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 2.) : 30 jours d'interdiction, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 ^{ème} récidive : exclusion du système.	Immédiate
	Pas d'utilisation d'animaux génétiquement modifiés ou d'aliments qui nécessitent d'être étiquetés comme contenant des organismes génétiquement modifiés conformément à la législation en vigueur			

Point contrôlé	Critère contrôlé	Type de NC	Sanction	Application
2. b) Alimentation (1)	Ration annuelle : utilisation essentiellement d'herbe fraîche et / ou de légumineuses en période de fourrage vert, utilisation de foin en période de fourrage d'hiver ; part de fourrage grossier dans la ration annuelle : minimum 75 % en poids exprimés en matière sèche (MS)	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 2.) : 30 jours d'interdiction, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 ^{ème} récidive : exclusion du système.	Immédiate
	Pas d'utilisation d'ensilages (aliments fermentés), de foins humides ou fermentés ni de tout type de balles enrubannées			
	Pas d'utilisation de co-produits de brasserie, de distillerie ou de cidrerie, de co-produits de l'industrie agroalimentaire tels que drèches de brasserie ou pulpes humides			
	Pas d'utilisation d'aliments humides			
	Pas d'utilisation d'aliments d'origine animale (lait, lactosérum, farines animales, etc.)			
	Pas d'utilisation de déchets de jardin et de fruits, de pommes de terre et d'urée			
	Utilisation exclusive des compléments de fourrage grossiers suivants : colza, maïs et seigle fourragers, betterave fourragère, pellets de foin, de luzerne et de maïs et autres aliments similaires			

Point contrôlé	Critère contrôlé	Type de NC	Sanction	Application
2. c) Alimentation (1)	Utilisation exclusive des céréales suivantes : blé, orge, avoine, triticale, seigle et maïs, sous leur forme commerciale habituelle ou mélangées avec des minéraux (son, pellets, etc.)	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 2.) : 30 jours d'interdiction, 2 ^{ème} contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 ^{ème} récidive : exclusion du système.	Immédiate
	Utilisation exclusive des aliments, autres que ceux-ci-dessus, suivants : féverolles, pois fourragers, lupins, fruits oléagineux, y compris leurs farines grossières ou tourteaux d'extraction			
3. Fertilisation des terres	Pas d'épandage de boues d'épuration, de produits dérivés et de compost issus d'installations publiques de traitement des eaux	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
	Intervalle minimal de 3 semaines entre l'épandage d'effluents d'élevage et l'utilisation des fourrages obtenus			
4. Traitements phytosanitaires des parcelles	Mise en œuvre des principes de la production intégrée : respect du cahier des charges "lutte intégrée" (Integrated Pest Management (IPM))	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
	Utilisation de substances en pulvérisation pour la lutte contre les mouches uniquement en l'absence du bétail laitier femelle			
5. Traitements zoosanitaires	Utilisation de substances en pulvérisation pour la lutte contre les mouches uniquement en l'absence du bétail laitier femelle	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
	Pas avant le 10 ^{ème} jour qui suit le vêlage			
6. Livraison	Pas avant 14 jours pour toute vache ayant reçu des aliments d'ensilage (aliments fermentés)	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois

(1) Ne s'applique qu'aux vaches en lactation

(2) Une unité = une étable

Namur, le 3 avril 2020.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 3 avril 2020 fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie »
 Dégressivité de la redevance de certification visée à l'article 2, § 2,
 alinéa 2

Nombre de producteurs certifiés	Montant (€) de la redevance par producteur par cycle de certification de 3 ans sans couplage QFL	Montant (€) de la redevance par producteur par cycle de certification de 3 ans avec couplage QFL
3	932.62	872.12
4	781.37	720.87
5	690.62	630.12
6	630.12	569.62
7	586.91	526.41
8	554.50	494.00
9	529.29	468.79
10	509.12	448.62
11	492.62	432.12
12	478.87	418.37
13	467.24	406.74
14	457.26	396.76
15	448.62	388.12
16	441.06	380.56
17	434.38	373.88
18	428.45	367.95
19	423.15	362.65
20	418.37	357.87
21	414.05	353.55
22	410.12	349.62
23	406.53	346.03
24	403.25	342.75
25	400.22	339.72
26	397.43	336.93
27	394.84	334.34
28	392.44	331.94
29	390.21	329.71
30	388.12	327.62

Namur, le 3 avril 2020.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/10350]

3. APRIL 2020 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes "Heumilch — garantiert traditionelle Spezialität"

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 über amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten zur Gewährleistung der Anwendung des Lebens- und Futtermittelrechts und der Vorschriften über Tiergesundheit und Tierschutz, Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 999/2001, (EG) Nr. 396/2005, (EG) Nr. 1069/2009, (EG) Nr. 1107/2009, (EU) Nr. 1151/2012, (EU) Nr. 652/2014, (EU) 2016/429 und (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Verordnungen (EG) Nr. 1/2005 und (EG) Nr. 1099/2009 des Rates sowie der Richtlinien 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG und 2008/120/EG des Rates und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 854/2004 und (EG) Nr. 882/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 89/608/EWG, 89/662/EWG, 90/425/EWG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG und 97/78/EG des Rates und des Beschlusses 92/438/EWG des Rates (Verordnung über amtliche Kontrollen);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2016/304 der Kommission vom 2. März 2016 zur Eintragung einer Bezeichnung in das Register der garantiert traditionellen Spezialitäten [Heumilch/Haymilk/Latte fieno/Lait de foin/Leche de heno (g. t. S.)];

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.172 § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben, Artikel 8 § 3 Ziffer 4 Buchstabe a) ii), Artikel 75 § 1 und Artikel 77 § 5 Absatz 2;

In Erwägung der am 11. November 2018 von der "a.s.b.l. ProLaFoW" erteilten Genehmigung des Mindestplans für die Kontrollen für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes "Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität";

In Erwägung des Antrags auf Zulassung als bescheinigende Stelle, der am 31. Juli 2019 von der V.o.E. Milchkomitee beim Öffentlichen Dienst der Wallonie - Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Direktion der Qualität und des Tierschutzes (DQBEA) eingereicht wurde;

In Erwägung des zweiten Überwachungsaudits mit Erweiterung in Bezug auf die Akkreditierung des Milchkomitees (BELAC) Nr. 262-PROD", des technischen Audits in Bezug auf die Erweiterung "Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität", gemeinsam durchgeführt am 16. September 2019 von BELAC und der DQBEA;

In der Erwägung, dass die V.o.E. Milchkomitee den von der der "a.s.b.l. ProLaFoW" und der DQBEA am 14. Oktober 2019 vorgeschlagenen Tarif für die Zertifizierung am 14. Oktober 2019 angenommen hat;

In Erwägung des Berichts der BELAC vom 19. Oktober 2019, der die Erweiterung des Akkreditierungsbereichs nach der Norm ISO17065 der V.o.E. Milchkomitee auf das Lastenheft "Heumilch g. t. S." registriert,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Mindestkontrollplan, der in der Wallonie für die Zertifizierung von Milch anzuwenden ist, die gemäß dem Lastenheft "Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität" im Anhang der Durchführungsverordnung (EU) 2016/304 der Kommission vom 2. März 2016 zur Eintragung einer Bezeichnung in das Register der garantiert traditionellen Spezialitäten [Heumilch/Haymilk/Latte fieno/Lait de foin/Leche de heno (g. t. S.)] erzeugt wurde, ist in Anhang 1 des vorliegenden Erlasses aufgeführt.

Der in Absatz 1 erwähnte Mindestkontrollplan kann auf dem wallonischen Landwirtschaftsportal unter folgender Adresse eingesehen werden: <https://agriculture.wallonie.be/aop-igp-stg>.

Art. 2 - § 1. Die V.o.E. Milchkomitee mit Sitz in 4651 Battice, Route de Herve 104, wird als Zertifizierungsstelle zugelassen, die für die Überwachung der ordnungsgemäßen Anwendung des in Artikel 1 genannten Lastenheftes und für die Zertifizierung der Konformität der so gewonnenen Milch zuständig ist.

§ 2. Die maximale Gebühr, die von den Erzeugern pro dreijährigem Zertifizierungszyklus an die Zertifizierungsstelle zu entrichten ist, beträgt:

1° wenn das dreijährige Audit mit einem Audit kombiniert wird, das im Rahmen des Verfahrens zur Zertifizierung der Milch gemäß dem Lastenheft der "Qualität der Milchkette (QMK)" durchgeführt wird: 932,62 Euro;

2° wenn das dreijährige Audit mit nicht einem Audit kombiniert wird, das im Rahmen des Verfahrens zur Zertifizierung der Milch gemäß dem "QMK"-Lastenheft durchgeführt wird: 872,12 Euro;

Bei mehr als drei von der Zertifizierungsstelle zertifizierten Erzeugern werden die in Paragraph 2 Absatz 1 genannten Gebühren für jeden zusätzlichen Erzeuger und bis zu 30 Erzeuger gemäß der Tabelle in Anhang 2 degressiv gestaffelt.

Die Höhe der in Paragraph 2 Absätze 1 und 2 genannten Gebühren wird jedes Jahr am 31. Januar angepasst, um Änderungen des Gesundheitsindex zu berücksichtigen (Basisjahr 2013 = 100). Der neue am 31. Januar berücksichtigte Index ist der arithmetische Durchschnitt der Indexe der 12 Monate des abgelaufenen Kalenderjahres. Der nach dieser Berechnungsmethode bestimmte Referenzindex, der am Tag des Inkrafttretens dieses Erlasses zu berücksichtigen ist, ist der Index für das Jahr 2019 (108,92).

Namur, den 3. April 2020

W. BORSUS

Anhang 1 zum Ministeriellen Erlass vom 3. April 2020 zur Festlegung eines Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Über einstimmung der Ergebnisse mit den Anforderungen des Lastenhefts "Heumilch – garantiert traditionelle Spezialität"

Mindestplan für die Kontrollen zur Zertifizierung einer in Anwendung des Lastenhefts "Heumilch GTS" erzeugten Milch
 Teil 1 (/2): kontrollierte Punkte und Kriterien, Arten und Mindesthäufigkeit der Kontrollen, Inspektionsverfahren

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Bemerkungen	Art der Kontrolle ⁽³⁾	Mindesthäufigkeit der Kontrolle	Inspektionsverfahren
1. Anwendungsbereich des Lastenhefts	Anwendung auf den gesamten Betrieb	Die Betriebseinheiten müssen auf eine für die Inspektionsstelle nachvollziehbare Weise räumlich getrennt sein	Erstinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung	Vor Ort
	Bei auf eine oder mehrere Betriebseinheiten ⁽²⁾ begrenzter Anwendung: deutlich identifizierte und separate Einheiten				
2. a) Tiere / Fütterung ⁽¹⁾ - genetisch veränderte Organismen (GVO)	Bei auf eine oder mehrere Betriebseinheiten ⁽²⁾ begrenzter Anwendung: getrennte und auf geeignete Weise erfasste Tiere	Die Tierbewegungen zwischen den Betriebseinheiten müssen auf eine für die Inspektionsstelle nachvollziehbare Weise dokumentiert werden. Nur laktierende Tiere, deren Milch für die Vermarktung bestimmt ist, sind betroffen	Erst- /Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	Vor Ort + Dokumente
	Keine Verwendung von genetisch veränderten Tieren oder von Futtermitteln, die gemäß den geltenden Rechtsvorschriften mit der Kennzeichnung "Enthält GVO" zu versehen sind	Bei Futtermitteln: "bio"-zertifizierte Milcherzeugung oder vom VLOG (Verband Lebensmittel ohne Gentechnik e. V.) oder einer gleichwertigen Stelle als "Nicht-GVO" zertifizierter Futtermittellieferant			

			der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾				Inspektionsverfahren
Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Bemerkungen	Art der Kontrolle ⁽³⁾	Mindesthäufigkeit der Kontrolle			
	Jahresration: im Wesentlichen aus frischem Gras und / oder Leguminosen während der Grünfütterperiode sowie Heu in der Winterfütterperiode; Raufutteranteil an der Jahresration: mindestens 75% Gewichtsanteil an der Trockenmasse	Während der Grünfütterperiode: Grünfütterung (frisches Gras und / oder Leguminosen) oder unbeschränkter Zugang zur Weide. Berechnung des 75%-Anteils über ein Jahr: Kg theoretischer Trockenmasse aus anderem Futter als Futterpflanzen (Futtermittel unter Punkt 2.c) / Kg theoretischer Trockenmasse aus Raufutter (Futtermittel unter Punkt 2.b)	Erst- /Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾		Dokumente	
2. b) Fütterung ⁽¹⁾	Keine Verwendung von Silagen (Gärfuttermittel), Feuchtheu, Gärheu und von mit Folie umwickelten Ballen jeglicher Art	Ausnahmen: Trockenschnitte und Melasse aus der Zuckerindustrie und Eiweißfuttermittel aus der Getreideverarbeitungsindustrie					Vor Ort + Dokumente
	Keine Verwendung von Nebenprodukten von Brauereien, Brennereien oder Mostereien, von Nebenprodukten der Lebensmittelindustrie wie z. B. Nass-Biertreber oder Nass-Schmitten						
	Keine Verwendung von Feuchtfutter						
	Keine Verwendung von Futtermitteln tierischen Ursprungs (Milch, Molke, Tiermehl, usw.)						

	<p>Keine Verwendung von Garten- und Obstabfällen, Kartoffeln und Harnstoff</p> <p>Ausschließliche Verwendung der folgenden ergänzenden Raufuttermittel: Grünraps, Grünmais und Grünroggen, Futterrüben, Heu-, Luzerne- und Maispellets und sonstige vergleichbare Futtermittel</p>				
--	--	--	--	--	--

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Bemerkungen	Art der Kontrolle ⁽³⁾	Mindesthäufigkeit der Kontrolle	Inspektionsverfahren
2. c) Fütterung ⁽¹⁾	<p>Ausschließliche Verwendung der folgenden Getreide: Weizen, Gerste, Hafer, Triticale, Roggen und Mais in marktüblicher Form oder vermischt mit Mineralstoffen (Kleie, Pellets, usw.)</p> <p>Ausschließliche Verwendung der folgenden anderen als vorstehend genannten Futtermittel: Ackerbohnen, Futtererbsen, Lupinen, Ölfrüchte, inkl. deren Extraktionsschrote bzw. -kuchen</p>		Erst-/ Folgenspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	Vor Ort + Dokumente

3. Düngung der Nutzflächen	Keine Ausbringung von Klärschlamm, Klärschlammprodukten und Kompost aus öffentlichen Wasseraufbereitungsanlagen.	Auf die gesamten Nutzflächen des Betriebs anwendbar. Ausnahme: Grünkompost und Gärrückstände aus der Biogasgewinnung, die aus einer biologischen bzw. zertifizierten Produktionsmethode entstanden sind (Bescheinigung über die Konformität mit der Rechtsgrundlage: Liste der Betriebsmittel oder Umweltgenehmigung, die zeigt, dass Abfälle mit dem wallonischen Abfallcode 19 08 05 (Schlämme aus der Behandlung von kommunalem Abwasser) nicht vorhanden sind)	Erst-/Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	Dokumente
	Mindestwartezeit von 3 Wochen zwischen der Ausbringung von Tierdung und der Verwendung der erzielten Futtermittel		Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Bemerkungen	Art der Kontrolle ⁽³⁾	Mindesthäufigkeit der Kontrolle	Inspektionsverfahren
4. Behandlung der Parzellen mit Pflanzenschutzmitteln	Anwendung der Grundsätze der integrierten Produktionsmethode: Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Integrierter Pflanzenschutz" (Integrated Pest Management (IPM) ⁽⁵⁾)	Rechtsgrundlage ⁽⁵⁾ . Kontrolle: entweder durch eine unabhängige Zertifizierungsstelle (UZS), die für das Lastenheft "Heumilch" zugelassen ist, oder durch eine UZS, die die Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "IPM" zertifiziert	Erst-/Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30%	Dokumente

					der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	
5. Tiergesundheitliche Behandlungen	Einsatz von Sprühmitteln zur Fliegenbekämpfung nur bei Abwesenheit des weiblichen Milchviehs			Erst-/Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	Dokumente
	Frühestens am 10. Tag nach der Abkalbung	Überwachung der Kühe nach der Abkalbung		Erst-/Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr ⁽⁴⁾	Dokumente
6. Lieferung	Frühestens nach 14 Tagen bei Kühen, denen Silage (Gärfuttermittel) verfüttert wurde	Überwachung der gekauften Kühe				

⁽¹⁾Gilt nur für laktierende Kühe

⁽²⁾Eine Einheit = ein Stall

⁽³⁾Eine einzige Art von Marktteilnehmer wird kontrolliert: der Milchviehzüchter

⁽⁴⁾Kombinierung, soweit möglich, mit dem im Rahmen der Zertifizierung "QMK" (Qualität der Milchkette) durchgeführten Audit

⁽⁵⁾ Verweise:

- Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 über den integrierten Pflanzenschutz;
- Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 über den integrierten Pflanzenschutz

Mindestplan für die Kontrollen zur Zertifizierung einer in Anwendung des Lastenhefts "Heumilch GTS" erzeugten Milch
Teil 2 (2): Arten von Nichtübereinstimmungen, Sanktionen, Anpassungsfristen

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Art der NÜ	Sanktion	Anwendung
1. Anwendungsbereich des Lastenhefts	Anwendung auf den gesamten Betrieb	A	Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 1): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.	Sofort
	Bei auf eine oder mehrere Betriebseinheiten ⁽²⁾ begrenzter Anwendung: deutlich identifizierte und separate Einheiten			
2. a) Tiere / Fütterung ⁽¹⁾ - genetisch veränderte Organismen (GVO)	Keine Verwendung von genetisch veränderten Tieren oder von Futtermitteln, die gemäß den geltenden Rechtsvorschriften mit der Kennzeichnung "Enthält GVO" zu versehen sind	A	Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 2): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.	Sofort

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Art der NÜ	Sanktion	Anwendung
2. b) Fütterung ⁽¹⁾	Jahresration: im Wesentlichen aus frischem Gras und / oder Leguminosen während der Grünfütterperiode sowie Heu in der Winterfütterperiode; Raufutteranteil an der Jahresration: mindestens 75% Gewichtsanteil an der Trockenmasse	A	Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 2): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.	Sofort
	Keine Verwendung von Silagen (Gärfuttermittel), Feuchtheu, Gärheu und von mit Folie umwickelten Ballen jeglicher Art			
	Keine Verwendung von Nebenprodukten von Brauereien, Brennereien oder Mostereien, von Nebenprodukten der Lebensmittelindustrie wie z. B. Nass-Biertreber oder Nass-Schnitten			
	Keine Verwendung von Feuchtfutter			
	Keine Verwendung von Futtermitteln tierischen Ursprungs (Milch, Molke, Tiermehl, usw.)			
	Keine Verwendung von Garten- und Obstabfällen, Kartoffeln und Harnstoff			
	Ausschließliche Verwendung der folgenden ergänzenden Raufuttermittel: Grünraps, Grünmais und Grünroggen, Futterrüben, Heu-, Luzerne- und Maispellets und sonstige vergleichbare Futtermittel			

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Art der NÜ	Sanktion	Anwendung
2. c) Fütterung ⁽¹⁾	Ausschließliche Verwendung der folgenden Getreide: Weizen, Gerste, Hafer, Triticale, Roggen und Mais in marktüblicher Form oder vermischt mit Mineralstoffen (Kleie, Pellets, usw.)	A	Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 2): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.	Sofort
	Ausschließliche Verwendung der folgenden anderen als vorstehend genannten Futtermittel: Ackerbohnen, Futtererbsen, Lupinen, Ölfrüchte, inkl. deren Extraktionsschrote bzw. -kuchen			
3. Düngung der Nutzflächen	Keine Ausbringung von Klärschlamm, Klärschlammprodukten und Kompost aus öffentlichen Wasseraufbereitungsanlagen	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten
	Mindestwartezeit von 3 Wochen zwischen der Ausbringung von Tierdung und der Verwendung der Futtermittel			
4. Behandlung der Parzellen mit Pflanzenschutzmitteln	Anwendung der Grundsätze der integrierten Produktionsmethode: Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Integrierter Pflanzenschutz" (Integrated Pest Managment (IPM))	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten
5. Tiergesundheitliche Behandlungen	Einsatz von Sprühmitteln zur Fliegenbekämpfung nur bei Abwesenheit des weiblichen Milchviehs	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten

6. Lieferung	Frühestens am 10. Tag nach der Abkalbung	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten
	Frühestens nach 14 Tagen bei Kühen, denen Silage (Gärfuttermittel) verfüttert wurde			

⁽¹⁾Gilt nur für laktierende Kühe

⁽²⁾Eine Einheit = ein Stall
Namur, den 3. April 2020.

Der Minister für Landwirtschaft,

W. BORSUS

Anhang 2 zum Ministeriellen Erlass vom 3. April 2020 zur Festlegung eines Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenhefts "Heumilch – garantiert traditionelle Spezialität"

Degressivität der Gebühren für die Zertifizierung nach Artikel 2 § 2
Absatz 2

Anzahl zertifizierter Erzeuger	Betrag der pro Erzeuger pro dreijährigem Zertifizierungszyklus ohne Kombination QMK	Betrag der pro Erzeuger pro dreijährigem Zertifizierungszyklus mit Kombination QMK
3	932.62	872.12
4	781.37	720.87
5	690.62	630.12
6	630.12	569.62
7	586.91	526.41
8	554.50	494.00
9	529.29	468.79
10	509.12	448.62
11	492.62	432.12
12	478.87	418.37
13	467.24	406.74
14	457.26	396.76
15	448.62	388.12
16	441.06	380.56
17	434.38	373.88
18	428.45	367.95
19	423.15	362.65
20	418.37	357.87
21	414.05	353.55
22	410.12	349.62
23	406.53	346.03
24	403.25	342.75
25	400.22	339.72
26	397.43	336.93
27	394.84	334.34
28	392.44	331.94
29	390.21	329.71
30	388.12	327.62

Namur, den 3. April 2020.

Der Minister für Landwirtschaft,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/10350]

3 APRIL 2020. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de Foin. — Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))"

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EU) 2017/625 van het Parlement en van de Raad van 15 maart 2017 betreffende officiële controles en andere officiële activiteiten die worden uitgevoerd om de toepassing van de levensmiddelen- en diervoederwetgeving en van de voorschriften inzake diergezondheid, dierenwelzijn, plantgezondheid en gewasbeschermingsmiddelen te waarborgen, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 999/2001, (EG) nr. 396/2005, (EG) nr. 1069/2009, (EG) nr. 1107/2009, (EU) nr. 1151/2012, (EU) nr. 652/2014, (EU) 2016/429 en (EU) 2016/2031 van het Europees Parlement en de Raad, de Verordeningen (EG) nr. 1/2005 en (EG) nr. 1099/2009 van de Raad en de Richtlijnen 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG en 2008/120/EG van de Raad, en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 854/2004 en (EG) nr. 882/2004 van het Europees Parlement en de Raad, de Richtlijnen 89/608/EEG, 89/662/EEG, 90/425/EEG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG en 97/78/EG van de Raad en Besluit 92/438/EEG van de Raad (verordening officiële controles);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2016/304 van de Commissie van 2 maart 2016 tot inschrijving van een naam in het register van gegarandeerde traditionele specialiteiten (Heumilch/Haymilk/Latte fieno/Lait de foin/Leche de heno (GTS));

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.172, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsmerken, artikel 8, § 3, 4°, a), ii), artikel 75, § 1 en artikel 77, § 5, tweede lid;

Gelet op de goedkeuring van het minimaal controleplan voor de certificering van de overeenstemming van producten met de vereisten van het productdossier "Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))" door de v.z.w. ProLaFoW op 11 november 2018;

Gelet op de erkenningsaanvraag als certificerende instelling ingediend door de v.z.w. "Comité du Lait" bij de Waalse Overheidsdienst – Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu – Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn (DQBEA) op 31 juli 2019;

Gelet op de tweede toezichtaudit met uitbreiding m.b.t. de accreditatie van de v.z.w. "Comité du Lait (BELAC) nr 262-PROD", de technisch audit m.b.t. de uitbreiding "Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie" die op 16 september 2019 gezamenlijk door "BELAC" en "DQBEA" werd uitgevoerd;

Gelet op de aanneming door de v.z.w. "Comité du Lait" van het certificeringstarief voorgesteld door de v.z.w. ProLaFow en "DQBEA" op 14 oktober 2019;

Gelet op het verslag van BELAC van 19 oktober 2019 waarin de uitbreiding van het accreditatiegebied volgens de ISO17065-norm van de v.z.w. "Comité du Lait" is opgenomen in het productdossier "Lait de Foin STG",

Besluit :

Artikel 1. Het minimum controleplan dat in Wallonië toegepast moet worden voor de certificering van melk geproduceerd volgens het productdossier "Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie" bedoeld in de bijlage bij Uitvoeringsverordening (EU) 2016/304 van de Commissie van 2 maart 2016 tot inschrijving van een naam in het register van gegarandeerde traditionele specialiteiten (Heumilch/Haymilk/Latte fieno/Lait de foin/Leche de heno (GTS)), is in bijlage 1 bij dit besluit opgenomen.

Het in het eerste lid bedoelde minimum controleplan kan worden ingekeken op de portaalsite van de Waalse landbouw op het volgende adres: <https://agriculture.wallonie.be/aop-igp-stg>.

Art. 2. § 1. De v.z.w. "Comité du Lait", gevestigd "Route de Herve", 104 te 4651 Battice, wordt erkend als certificerende instelling belast met de controle op de goede toepassing van het in artikel 1 bedoelde productdossier en met de certificering van de daaruit voortvloeiende overeenstemming van melk.

§ 2. De maximale vergoeding die de producenten aan de certificerende instelling verschuldigd zijn per driejarige certificeringscyclus bedraagt:

1° indien de driejaarlijkse audit gepaard gaat met een audit die wordt uitgevoerd in het kader van de certificering van melk volgens het productdossier "Kwaliteit Melkfilière": 932,62 euro;

2° indien de driejaarlijkse audit niet gepaard gaat met een audit die wordt uitgevoerd in het kader van de certificering van melk volgens het productdossier "Kwaliteit Melkfilière": 872,12 euro.

Voor meer dan drie door de certificerende instelling gecertificeerde producenten zijn de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde bedragen van de vergoedingen degressief, per extra producent en tot 30 producenten, overeenkomstig de tabel in bijlage 2.

De in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde bedragen van de vergoedingen worden elk jaar op 31 januari aangepast om rekening te houden met aan de ontwikkeling van het gezondheidsindexcijfer (basisjaar 2013 = 100). Het nieuwe indexcijfer dat op 31 januari in aanmerking wordt genomen, is het rekenkundig gemiddelde van de indexcijfers over de twaalf maanden van het voorgaande kalenderjaar. De referentie-index die volgens deze berekeningswijze wordt bepaald en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in aanmerking moet worden genomen, is de index voor het jaar 2019 (108,92).

Namen, 3 april 2020.

W. BORSUS

Bijlage bij het ministerieel besluit van 3 april 2020 tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))"

Minimaal controleplan voor de certificering van melk die is geproduceerd volgens het productdossier "Lait de Foin GTS"
Deel 1 (/2): Gecontroleerde punten en criteria, soorten en minimumfrequentie van de controles, wijzen van inspectie

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle (3)	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
1. Toepassingsbereik van het productdossier	Toepassing op het gehele bedrijf				
	Indien de toepassing beperkt is tot een of meer eenheden ⁽²⁾ van het bedrijf: duidelijk geïdentificeerde en onderscheiden eenheden	De bedrijfseenheden moeten op een voor de inspectie-instelling begrijpelijke manier ruimtelijk gescheiden zijn.	Initiële inspectie	1 / marktaandeelner bij registratie	Grond
2. a) Dieren/veevoeder ⁽¹⁾ - Genetisch gemodificeerde organismen (GGO's)	Indien de toepassing beperkt blijft tot een of meer eenheden ⁽²⁾ van het bedrijf: de dieren worden gescheiden en op passende wijze geboekt.	De bewegingen van de dieren tussen de bedrijfseenheden moeten voor het inspectieorganisme op begrijpelijke wijze gedocumenteerd worden. Dit geldt enkel voor lacterende koeien waarvan de melk voor verhandeling is bestemd.	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktaandeelner bij registratie + 1 / marktaandeelner om onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Grond + documentatie
	Geen gebruik van genetisch gemodificeerde dieren of voedingsmiddelen die overeenkomstig de geldende wetgeving als GGO's moet worden geëtiketteerd.	Voor voedingsmiddelen: productie van melk gecertificeerd als "biologisch" of leverancier van voedingsmiddelen gecertificeerd als "non-GGO" door de VLOG (Verband Lebensmittel ohne Gentechnik e.V.) of gelijkwaardig. of gelijkwaardig	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktaandeelner bij registratie + 1 / marktaandeelner om onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Documentatie

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle (3)	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
2. b) Veevoeder (1)	Jaarrantsoen: gebruik van hoofdzakelijk vers gras en/of leguminosen in de groenvoederperiode; hooi in de wintervoederperiode; aandeel ruwvoer in het jaarrantsoen: minimaal 75 procent in gewicht, uitgedrukt in droge stof (DS)	In de groenvoederperiode: groenvoer (vers gras en/of leguminosen) naar believen of onbeperkt toegang tot de weide. Berekening van de 75 % over één jaar: kg theoretische DS van niet-voedergewassen (voedingsmiddelen van punt 2, onder c)) / kg theoretische droge stof van ruwvoer (voedingsmiddelen van punt 2, onder b))	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Documentatie
	Green gebruik van kuilvoer (gegist voer), nat of gegist hooi of enig type verpakte balen				
	Green gebruik van nevenproducten van brouwerijen, distilleerderijen of ciderfabrieken, nevenproducten van de voedingsindustrie zoals bierbostel of natte pulp	Uitzonderingen: gedehydrateerde pulp en melasse uit de suikerindustrie en eiwitvoerders uit de graanverwerkende industrie			Grond + documentatie
	Green gebruik van nat voedsel Green gebruik van voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong (melk, wei, diermeel, enz.) Green gebruik van tuin- en fruitafval, aardappelen en ureum				

	Exclusief gebruik van de volgende ruwvoersupplementen: koolzaad, voedermaïs en -rogge, voederbieten, hooi, luzerne en maïskorrels en andere soortgelijke diervoeders.					
Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle (3)	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze	
2. c) Veevoeder (1)	Exclusief gebruik van de volgende graangewassen: tarwe, gerst, haver, triticale, rogge en maïs, in hun gebruikelijke commerciële vorm of gemengd met mineralen (zemelen, pellets, enz.). Exclusief gebruik van de volgende levensmiddelen, met uitzondering van de hierboven genoemde: veldbonen, velderwt, lupinen, oliehoudende vruchten, met inbegrip van hun grof meel of extractiekoek		Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Grond + documentatie	
3. Bemesting van de grond	Geen verspreiding van zuiveringsslib, bijproducten en compost van openbare waterzuiveringsinstallaties	Van toepassing op alle grond op het bedrijf Uitzondering: groene compost en digestaat van biomethanisering van een biologische of gecertificeerde productiemethode (attest van conformiteit met de wettelijke basis: lijst van inputs of milieuvergunning waaruit de afwezigheid van afvalstoffen blijkt die zijn opgenomen in de Waalse Afvalstoffencode 19 08 05 (slib	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Documentatie	

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle (3)	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
4. Fytosanitaire behandelingen van de percelen	Tenuitvoerlegging van de beginselen van geïntegreerde productie: naleving van het productdossier " geïntegreerde gewasbescherming" (Integrated Pest Management (IPM) (5))	Wettelijke basis ⁽⁵⁾ . Controle: ofwel door een onafhankelijke certificeringsinstantie (OCI) die is erkend voor het "Lait de Foin"-productdossier, ofwel door een OCI die de naleving van het "IPM"-productdossier certificeert.	Initiële/opvolging sinspectie	1 / marktaandeelner bij registratie + 1 / marktaandeelner om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Documentatie
5. Diergezondheidsbehandelingen	Gebruik van sproeistoffen voor vliegenbestrijding alleen in afwezigheid van vrouwelijk melkvee		Initiële/opvolging sinspectie	1 // marktaandeelner om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Documentatie
6. Levering	Niet voor de 10e dag na het kalven	Opvolging van de koeien na het kalven	Initiële/opvolging sinspectie	1 // marktaandeelner om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar (4)	Documentatie
	Niet eerder dan 14 dagen voor een koe die kuilvoer heeft gekregen (gefermenteerd voer)	Opvolging van gekochte koeien			

(1) Geldt alleen voor lacterende koeien

(4) Zoveel mogelijk te koppelen aan de audit die wordt uitgevoerd in het kader van de "QFL"-certificering (referentiestelsel Kwaliteit melkflorië)

(2) Eén eenheid = één stal

(5) Referenties :

- besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming.

- ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming

(3) Slechts één type marktdeelnemer wordt gecontroleerd: de melkveehouder

Minimaal controleplan voor de certificering van een melk geproduceerd overeenkomstig de vereisten van het productdossier “Lait de Foin STG”

Deel 2 (/2): types niet-overeenstemming, sancties, nalevingstermijnen

controlepunt	controlecriterium		Type NC	Sanctie	Toepassing
	Toepassing aan heel het bedrijf	Indien de toepassing beperkt is tot een of meerdere eenheden ⁽²⁾ van het bedrijf: duidelijk geïdentificeerde en onderscheiden eenheden			
1. Toepassingsgebied van het productdossier	Indien de toepassing beperkt is tot een of meerdere eenheden ⁽²⁾ van het bedrijf: duidelijk geïdentificeerde en onderscheiden eenheden	Indien de toepassing beperkt is tot een of meerdere eenheden ⁽²⁾ van het bedrijf: dieren gescheiden en naar behoren geboekt	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming “Lait de Foin” tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2 ^{de} controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 1 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2 ^{de} controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2 ^{de} recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk
	Geen gebruik van genetisch gemodificeerde dieren of van voeders die moeten worden geëtiketteerd als GGO bevattend, overeenkomstig de geldende wetgeving				
2. a) Dieren / voeding ⁽¹⁾ - genetisch gemodificeerde organismen (GGO)	Geen gebruik van genetisch gemodificeerde dieren of van voeders die moeten worden geëtiketteerd als GGO bevattend, overeenkomstig de geldende wetgeving		A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming “Lait de Foin” tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2 ^{de} controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 2 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2 ^{de} controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2 ^{de} recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk

controlepunt	controlecriterium	Type NC	Sanctie	Toepassing
2. b) Voeders ⁽¹⁾	Jaarrantsoen: gebruik van hoofdzakelijk vers gras en/of peulgewassen in de groenvoerperiode, gebruik van hooi in de wintervoerperiode; aandeel ruwvoer in het jaarrantsoen: minimaal 75 gewichtspercent uitgedrukt in droogstof	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming "Lait de Foin" tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2de controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 2 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2de controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2de recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk
	Geen gebruik van kuilvoer (gegist voer), nat of gegist hooi of enig type verpakte balen			
	Geen gebruik van bijproducten van brouwerijen, distilleerderijen of ciderfabrieken, van bijproducten van de voedingsindustrie zoals bierbostel of natte pulp			
	Geen gebruik van nat voeder			
	Geen gebruik van voeder van dierlijke oorsprong (melk, wei, diermeel, enz.)			
	Geen gebruik van tuin- en fruitafval, aardappelen en ureum			
	Exclusief gebruik van de volgende ruwvoersupplementen: voederraapzaad, voedermais en -rogge, voederbieten, hooi-, luzerne- en maïskorrels en andere soortgelijke diervoeders.			

controlepunt	controlecriterium	Type NC	Sanctie	Toepassing
2. c) Voeders (1)	Exclusief gebruik van de volgende granen: tarwe, gerst, haver, triticale, rogge en maïs, in hun gebruikelijke commerciële vorm of gemengd met mineralen (zemelen, pellets, enz.)	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming "Lait de Foïn" tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2de controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 2 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2de controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2de recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk
	Exclusief gebruik van de volgende voeders, met uitzondering van de hierboven genoemde: veldbonen, voedererwten, lupinen, oliehoudende vruchten, met inbegrip van hun grof meel of schroot			
3. Bemesting van de grond	Geen spreiding van zuiveringsslib, afgeleide producten en compost uit openbare waterzuiveringsinstallaties	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden
	Tussenperiode van minimaal 3 weken tussen de spreiding van dierlijke mest en het gebruik van het verkregen voeder			
4. Fytosanitaire behandelingen van de percelen	Uitvoering van de beginselen van geïntegreerde productie: naleving van het productdossier "geïntegreerde bestrijding" (Integrated Pest Management (IPM))	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden
5. Behandelingen op het gebied van de diergezondheid	Gebruik van sproeistoffen voor vliegenbestrijding enkel in afwezigheid van vrouwelijk melkvee	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden
6. Levering	Niet voor de 10de dag na het afkalven	B	Waarschuwing	

	Niet vóór 14 dagen, voor elke koe die kuilvoer heeft gekregen (gefermenteerd voeder)			Naleving binnen 6 maanden
--	--	--	--	---------------------------

⁽¹⁾Geldt alleen voor melkgevende koeien

⁽²⁾Een eenheid = een stal

Namen, 3 april 2020.

De Minister van Landbouw,

W. BORSUS

Bijlage 2 bij het ministeriële besluit van 3 april 2020 tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de Foin - Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))"
Degressiviteit van de certificeringsvergoeding bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid

Aantal gecertificeerde producenten	Bedrag (€) van de vergoeding per producent per certificeringscyclus van 3 jaar zonder koppeling Kwaliteit MelkFiliere	Bedrag (€) van de vergoeding per producent per certificeringscyclus van 3 jaar met koppeling Kwaliteit MelkFiliere
3	932.62	872.12
4	781.37	720.87
5	690.62	630.12
6	630.12	569.62
7	586.91	526.41
8	554.50	494.00
9	529.29	468.79
10	509.12	448.62
11	492.62	432.12
12	478.87	418.37
13	467.24	406.74
14	457.26	396.76
15	448.62	388.12
16	441.06	380.56
17	434.38	373.88
18	428.45	367.95
19	423.15	362.65
20	418.37	357.87
21	414.05	353.55
22	410.12	349.62
23	406.53	346.03
24	403.25	342.75
25	400.22	339.72
26	397.43	336.93
27	394.84	334.34
28	392.44	331.94
29	390.21	329.71
30	388.12	327.62

Namen, 3 april 2020.

De Minister van Landbouw,

W. BORSUS